

BACCALAUREAT GENERAL

SESSION 2016

SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

SERIE ES

Obligatoire

DUREE DE L'EPREUVE : 4 heures- COEFFICIENT : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 9 pages numérotées de 1/9 à 9/9.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte 3 documents.

Quels peuvent-être les effets des conflits sociaux sur le changement social ?

DOCUMENT 1

Souhait de changement dans l'organisation de la société des 18-29 ans de 1981 à 2008, et des 30 ans et plus en 2008 (en %)

Changement social	1981	1990	2008	2008 30 ans et plus
Il faut changer radicalement toute l'organisation de notre société par une action révolutionnaire	11	6	24	14
Il faut améliorer petit à petit notre société par des réformes	66	66	65	68
Il faut défendre courageusement notre société actuelle contre tous les changements	15	23	10	16
Ne sait pas / sans réponse	8	5	1	2

Source : Observatoire de la jeunesse, 2010.

DOCUMENT 2

Quelles sont exactement les revendications des taxis [...] ? Explications.

Les premiers concurrents des taxis sont les VTC [véhicules de tourisme avec chauffeur], une activité réglementée avec des chauffeurs qui ont suivi 250 heures de formation et ont une carte professionnelle délivrée par la préfecture. [...]

Le client, qui a trouvé son chauffeur grâce à la géolocalisation, se fait conduire sur la base d'un tarif établi en fonction de la gamme du véhicule et des heures de prise en charge, ou de l'encombrement du trafic.

Autant de différence avec les taxis, dont le système de réservation est différent, qui ont une obligation légale de calculer les prix en fonction de la distance parcourue ou du temps passé, selon un barème officiel établi par arrêté préfectoral. [...]

Parmi les arguments des taxis autour de la « concurrence déloyale » du VTC, il y a la question des licences.

Les taxis sont une profession réglementée : on ne peut l'exercer sans obtenir un certificat de capacité professionnelle, délivré par les préfectures après un examen et des heures de formation. [...]

Mais surtout, la profession de taxi est soumise, depuis bien longtemps, à un *numerus clausus* : la préfecture ne délivre qu'au compte-gouttes les licences permettant d'effectuer ce métier. [...]

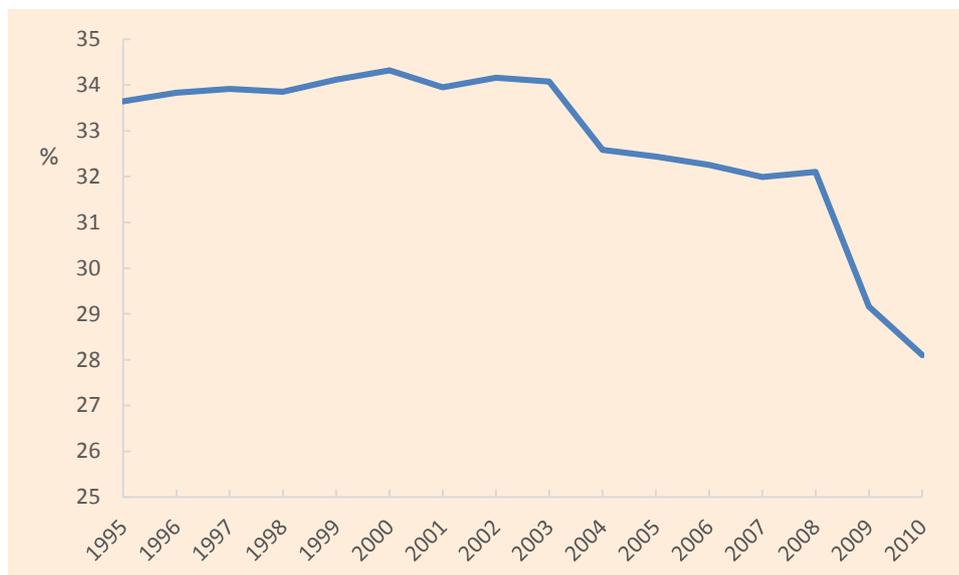
La pratique est donc désormais celle du rachat d'une licence existante à un autre chauffeur qui s'en sépare. Or, ces licences peuvent coûter très cher : [...] en Ile-de-France, les prix oscillent entre 100 000 euros pour une ville de banlieue et 200 000 euros, voire plus, pour Paris.

L'investissement de départ est donc important. D'autant plus qu'il y a eu durant des années une spéculation sur ces licences, dont les prix ont grimpé. Un VTC, pour sa part, n'a pas cet investissement de départ à réaliser pour se lancer, un véhicule suffit.

Source : « Pourquoi les taxis manifestent-ils ? », Samuel LAURENT, *www.lemonde.fr*, juin 2015.

DOCUMENT 3

Évolution des écarts de revenu salarial entre les hommes et les femmes



Lecture : en 2010, les femmes travaillant dans le secteur privé ont perçu un revenu salarial inférieur de 28 % à celui des hommes.

Source : D'après INSEE, 2012.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Montrez que l'appartenance à l'Union économique et monétaire impose des contraintes en matière de politique budgétaire. *(3 points)*
2. Vous montrerez à l'aide de deux exemples comment les pouvoirs publics luttent contre les discriminations. *(3 points)*

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document, puis vous mettrez en évidence les caractéristiques de l'emploi.

Statut et type de contrat selon l'âge et le sexe en 2013 en %

	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus	Femmes	Hommes	Ensemble
Non salariés	2,5	10,2	16,0	7,7	14,5	11,2
Salariés	97,5	89,8	84,0	92,3	85,5	88,8
<i>Dont :</i>						
<i>Intérimaires</i>	5,9	2,0	0,8	1,2	2,7	2,0
<i>Apprentis</i>	18,1	0,2	0,8	1,2	1,9	1,6
<i>Contrats à durée déterminée¹</i>	28,3	7,7	4,3	10,4	6,6	8,4
<i>Contrats à durée indéterminée²</i>	45,2	79,8	78,9	79,5	74,3	76,8
Ensemble des emplois	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectifs en milliers	2 079	16 426	7 258	12 341	13 423	25 764

Lecture : en moyenne en 2013, 7,7 % des femmes ayant un emploi sont non-salariées.

¹ Y compris les emplois aidés.

² Y compris les emplois aidés, les salariés sans contrat, ainsi que les fonctionnaires stagiaires et les titulaires du secteur public.

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes en emploi de 15 ans ou plus.

Source : D'après l'INSEE, enquête Emploi 2013.

Note : la somme en colonne peut ne pas correspondre au total en fonction des arrondis.

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte 3 documents.

Sujet : A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que le progrès technique est facteur de croissance.

DOCUMENT 1

Aujourd'hui que l'économie mondiale connaît une crise économique majeure, l'innovation apparaît comme un levier essentiel pour sortir d'une spirale déflationniste et d'une tendance à l'intensification de la concurrence par les prix. Elle constitue un moteur positif pour relancer la consommation et le renouvellement des produits et services, tout en donnant au grand public une autre vision de l'activité des entreprises. La vision médiatique de l'économie évoque bien souvent une lutte désespérée et vouée à l'échec des entreprises pour réduire les coûts et les prix. L'innovation réussie apparaît au contraire comme un moyen de sortir de cette logique centrée sur les coûts pour stimuler la consommation des particuliers et renouveler les équipements des entreprises. Elle pourrait réconcilier les Français avec leurs entreprises, d'autant qu'elle porte à la fois sur de nouveaux objets et services à consommer avec plaisir, mais aussi sur de nouvelles manières de travailler qui peuvent rendre le travail plus intéressant ou plus facile. Dans le premier volet, l'innovation peut relancer l'envie de renouveler des biens et des services. Sur le second aspect, il s'agit de valoriser l'innovation organisationnelle et de processus comme source d'amélioration du quotidien des employés. Un de nos interlocuteurs soulignait à cet égard qu'il repérait la présence d'une innovation dans une entreprise à l'apparition de nouveaux métiers. Comme le soulignait un dirigeant [...] que nous avons rencontré, « c'est en temps de crise qu'il faut investir dans l'innovation, pour préparer la sortie de crise mais aussi parce que l'innovation exige du temps ». En effet, les investissements dans l'innovation doivent être contra-cycliques¹, c'est-à-dire qu'il faut dépenser davantage lorsque la situation économique est peu propice pour contribuer à relancer la croissance.

Source : « Pour une nouvelle vision de l'innovation », Rapports publics, www.ladocumentationfrançaise.fr, 2008.

¹ Se dit d'une politique qui suit une tendance inverse à celle des cycles de croissance.

DOCUMENT 2

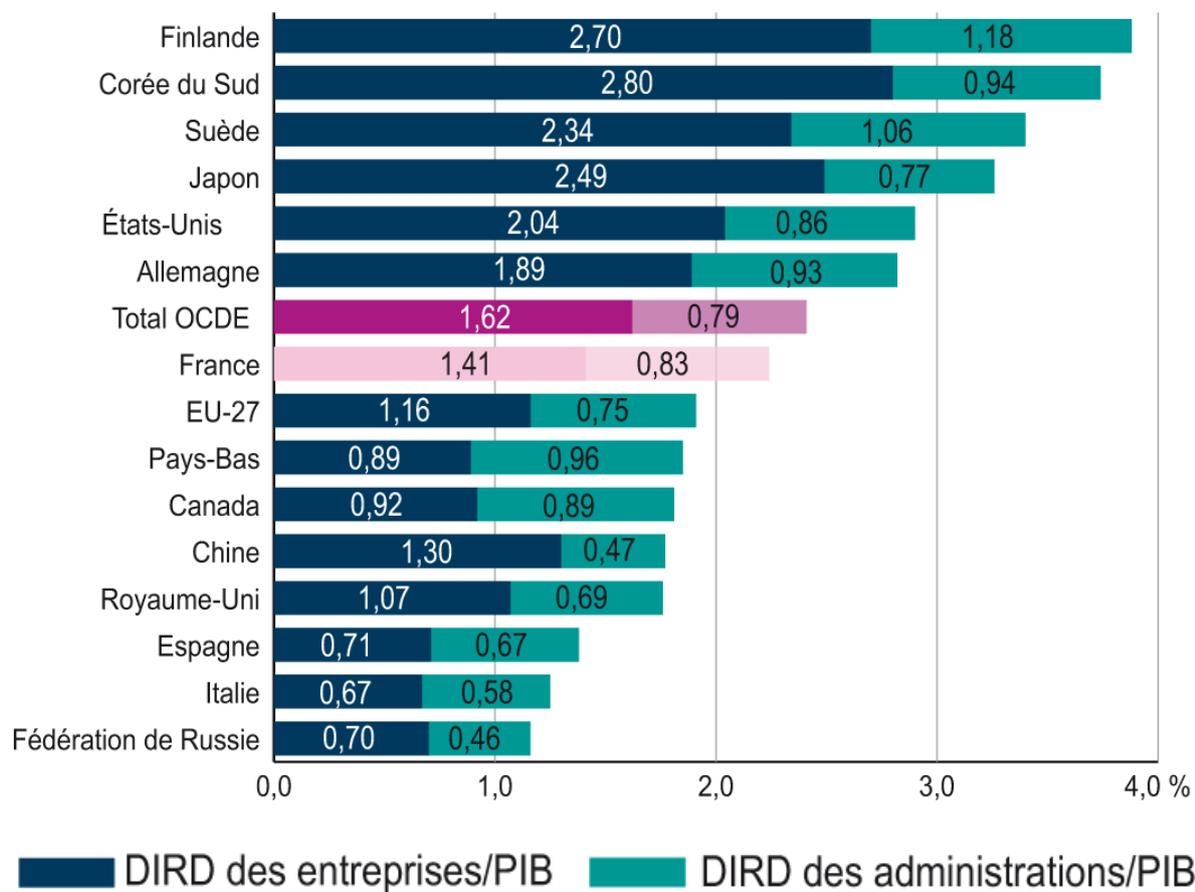
Taux de croissance annuels moyens du PIB réel et contributions de la Productivité Globale des Facteurs (PGF, en % et en points) de 1990 à 2005

	Croissance effective	PGF de long terme
France	1,8	1,2
Zone euro	2,0	1,0
États-Unis	2,9	2,0
Japon	1,6	1,8

Source : d'après Bulletin de la Banque de France n°155, Novembre 2006.

DOCUMENT 3

Dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) en 2010¹ (en pourcentage du PIB)



Source : OCDE, 2012.

¹ Données 2009 pour les Etats-Unis et l'OCDE.